

RCS : TOULOUSE

Code greffe : 3102

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2005 B 02462

Numéro SIREN : 483 938 726

Nom ou dénomination : AG CONSEILS

Ce dépôt a été enregistré le 06/03/2020 sous le numéro de dépôt A2020/004598

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
TOULOUSE



2390151

Dénomination : AG CONSEILS
Adresse : 88 BIS boulevard Deltour Résidence Agathe, Apt.108
31500 Toulouse -FRANCE-

n° de gestion : 2005B02462
n° d'identification : 483 938 726

n° de dépôt : A2020/004598
Date du dépôt : 06/03/2020

Pièce : Décision(s) de l'associé unique du 31/12/2019



2390151

A.G. Conseils
Société à Responsabilité Limitée à associé unique
au capital de 440 000 €
Siège Social :
Résidence AGATHE, Appartement 108, 88 bis Boulevard DELTOUR, 31500 TOULOUSE
483 938 726 RCS de TOULOUSE

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 31 DECEMBRE 2019**

L'an deux mille dix-neuf,
Le trente et un décembre,
A dix heures,
Au siège social à TOULOUSE,

Monsieur Alain GIVANOVITCH, demeurant Résidence AGATHE, Appartement 108, 88 bis Boulevard DELTOUR, 31500 TOULOUSE,

Propriétaire de la totalité des 44 000 parts sociales de 10 euros composant le capital social de la société A.G. Conseils,

Associé unique de ladite Société,

Après avoir pris connaissance du rapport de la gérance,

A pris les décisions suivantes :

- Modification de l'objet social,
- Approbation de la valeur des biens composant l'actif social et des avantages particuliers éventuels,
- Transformation de la Société en société par actions simplifiée,
- Adoption des statuts de la Société sous sa nouvelle forme,
- Nomination du Président,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique décide de modifier l'objet social qui devient :

- « - La gestion de tous portefeuilles de valeurs mobilières ;
- La prise de participations dans toutes sociétés cotées ou non cotées ;
- Le conseil en gestion auprès des entreprises et des particuliers. »

AG

DEUXIEME DECISION

L'associé unique, au vu du rapport de la société ND AUDIT, Commissaire à la transformation qu'il a désigné, sur l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, conformément aux dispositions de l'article L. 224-3 du Code de commerce, approuve expressément cette évaluation et constate qu'aucun avantage particulier n'a été consenti.

TROISIEME DECISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport prévu par les articles L. 223-43 alinéa 3 et L. 224-3 du Code de commerce, et après avoir constaté que les conditions légales étaient réunies, décide de transformer la Société en société par actions simplifiée comportant un seul associé à compter de ce jour.

Cette transformation régulièrement effectuée n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

La durée de la Société et son siège social ne sont pas modifiés.

Son objet social est :

- La gestion de tous portefeuilles de valeurs mobilières ;
- La prise de participations dans toutes sociétés cotées ou non cotées ;
- Le conseil en gestion auprès des entreprises et des particuliers.

Son capital reste fixé à la somme de 440 000 euros. Il sera désormais divisé en 44 000 actions de 10 euros chacune, entièrement libérées et toutes détenues par l'associé unique.

QUATRIEME DECISION

En conséquence de la décision de transformation de la Société en société par actions simplifiée qui précède, l'associé unique adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme, dont un exemplaire demeurera annexé au présent procès-verbal.

CINQUIEME DECISION

Monsieur Alain GIVANOVITCH, demeurant Résidence AGATHE, Appartement 108, 88 bis Boulevard DELTOUR, 31500 TOULOUSE, associé unique, déclare qu'il exercera les fonctions de Président de la Société pour une durée égale à la durée de la Société.

Conformément aux dispositions des nouveaux statuts, le Président assumera, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et représentera celle-ci à l'égard des tiers.

AG

Il est investi dans les limites légales des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

SIXIEME DECISION

L'associé unique, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, constate que la transformation de la Société en société par actions simplifiée est définitivement réalisée.

SEPTIEME DECISION

L'associé unique statuera sur ces comptes conformément aux règles fixées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés par actions simplifiées.

Les fonctions de la gérance prennent fin à compter de ce jour.

L'associé unique statuera également sur le quitus à accorder à la gérance de la Société sous son ancienne forme.

HUITIEME DECISION

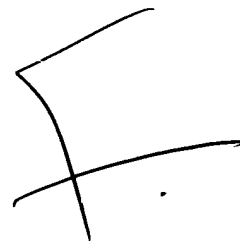
L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, l'associé unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

Alain GIVANOVITCH

« Bon pour acceptation des fonctions de Président »

*" Bon pour Acceptation
des fonctions de Président "*



EXEMPLE : TRIBUNAL DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
Le 07/01/2020 Dossier 2020 00009046 référence 3104P61 2020 A 01523
Enregistrement 125 € Pénalités 0 €
Total liquidé 125 € (en vingt-cinq Euros)
Montant reçu 125 € (en vingt-cinq Euros)
Le 07/01/2020 à 10h00

Karine CLODORE
Contrôleur
des Finances Publiques

REPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS
TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE

ORDONNANCE

Nous, Axel LOZE, juge par délégation du Président du tribunal de commerce de Toulouse, assisté du greffier.

Vu les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-31 et suivants du code de commerce,

Vu la requête qui précède et les moyens exposés par :
La SARL AG CONSEILS RCS Toulouse 483 938 726
88 BIS Boulevard Deltour Résidence Agathe, Apt.108 31500 TOULOUSE

Attendu que la requête présentée tend à dispenser provisoirement le requérant de la production du PV constatant la transformation de la société avec la mention d'enregistrement des impôts compte tenu du retard de ces derniers ;

Attendu que la demande apparaît justifiée.

PAR CES MOTIFS

Dispensons provisoirement le requérant de fournir la pièce justificative visée dans la requête et exigée à l'appui de la déclaration au registre du commerce et des sociétés ;

L'autorisons à produire le PV constatant la transformation de la société sans mention d'enregistrement ;

Disons que faute par le requérant de produire celle-ci au plus tard dans un délai de 3 mois à compter de la présente, il appartiendra au greffier de procéder à la radiation d'office ou de nous saisir à nouveau ;

Disons que la présente ordonnance sera notifiée au requérant et qu'une expédition sera jointe à son dossier du registre du commerce et des sociétés ;

Disons que les frais de la présente ordonnance sont à la charge du requérant.

Fait à Toulouse, le 26/02/2020

Le commis-greffier,
Fabienne POLO

Le juge
Axel LOZE



Frais de greffe de la présente ordonnance : 32.74 € TTC (27.28 € HT – 5.46 € TVA – 0 € débours)

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
TOULOUSE**



2390152

Dénomination : AG CONSEILS
Adresse : 88 BIS boulevard Deltour Résidence Agathe, Apt.108
31500 Toulouse -FRANCE-

n° de gestion : 2005B02462
n° d'identification : 483 938 726

n° de dépôt : A2020/004598
Date du dépôt : 06/03/2020

Pièce : Statuts mis à jour du 31/12/2019



2390152

A.G. Conseils

Société par actions simplifiée à associé unique
au capital de 440 000 euros

Siège social :

Résidence AGATHE, Appartement 108, 88 bis Boulevard DELTOUR, 31500 TOULOUSE
483 938 726 RCS de TOULOUSE

STATUTS

Mis à jour le 31 DECEMBRE 2019

FORME - OBJET - DENOMINATION -- SIEGE SOCIAL - DUREE

Article 1 - Forme

La Société a été constituée sous la forme d'une Société à responsabilité limitée à associé unique aux termes d'un acte sous seing privé en date du 1^{er}/09/2005, à BALMA, enregistré à la recette de TOULOUSE EST le 02/09/2005, bordereau numéro 2005/557 case numéro 10.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée suivant décision de l'associé unique en date du 31/12/2019.

Elle est régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

Article 2 - Objet

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

- La gestion de tous portefeuilles de valeurs mobilières ;
- La prise de participations dans toutes sociétés cotées ou non cotées ;
- Le conseil en gestion auprès des entreprises et des particuliers.

Et, d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

Article 3 - Dénomination sociale

La dénomination sociale de la Société reste : A.G. Conseils.

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

AG

Article 4 - Siège social

Le siège social reste fixé : Résidence AGATHE, Appartement 108, 88 bis Boulevard DELTOUR, 31500 TOULOUSE.

Il peut être transféré en tous lieux par décision du Président.

Si la société vient à comporter plusieurs actionnaires, le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe est décidé par le Président. Dans tous les autres cas, le transfert du siège social résulte d'une décision collective des actionnaires.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) ans à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS - TRANSMISSION DES ACTIONS

Article 6 - Apports

A la constitution de la société, l'actionnaire unique a apporté à la société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci après désignés et estimés comme suit :

Deux cent cinquante (250) actions de la société ACTIF CONSEIL AUDIT, au capital de 1 080 000 euros, divisé en 2 500 actions de 432 euros chacune, dont le siège social est sis à PERPIGNAN (66) 1 Rue Henry le Châtelier, immatriculée au RCS de PERPIGNAN sous le numéro 352 395 651.

Cet apport a été évalué à la somme de mille sept cent soixante euros (1 760 €) l'action soit au total quatre cent quarante mille euros (440 000 €) pour les 250 actions apportées.

Article 7 - Capital social

Le capital social reste fixé à quatre cent quarante mille euros (440 000 €), divisé en 44 000 actions de 10 € chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 44 000 et attribuées en totalité à Monsieur Alain GIVANOVITCH, associé unique.

At

Article 8 – Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision unilatérale de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Article 9 – Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la société à tout actionnaire qui en fait la demande.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 10 – Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

L'actionnaire unique ou les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence du montant des apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux consultations collectives.

Article 11 – Transmission des actions

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

AV

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les cinq jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les cessions d'actions consenties par l'actionnaire unique, à titre onéreux ou gratuit, ainsi que les transmissions par voie de succession ou de liquidation de communautés s'opèrent librement.

Article 12 – Agrément

1. En cas de pluralité d'actionnaires, les actions de la société ne peuvent être cédées à titre onéreux, qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

2. La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur, s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3. La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de 1 mois à compter de la notification de la demande visée au point 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

a) En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 30 jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

b) En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de 1 mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les 6 mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.



ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ - CONTRÔLE - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Article 13 – Président de la société

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne morale ou physique, actionnaire ou non de la société. Le président personne morale est représenté par ses dirigeants sociaux.

Le président est nommé par l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Le président est nommé sans limitation de durée.

Il peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'en prévenir l'actionnaire unique ou les actionnaires 3 mois au moins à l'avance.

Le président est révocable pour motifs graves par décision de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par décision des actionnaires statuant à la majorité prévue à l'article 17.2 des présents statuts.

La rémunération du président est fixée par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Le président dirige la société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts à l'actionnaire unique ou aux décisions collectives des actionnaires.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Article 14 – Comité d'entreprise

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

Article 15 – Commissaires aux comptes

Si la société remplit les conditions légales rendant obligatoire sa désignation, le contrôle légal de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes désignés par l'associé unique ou par décision collective des actionnaires.

16

Article 16 – Conventions entre la société et les dirigeants

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant ou son associé unique, ou si cet associé unique est une société, la société la contrôlant, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Lorsque la société comporte plusieurs actionnaires, la procédure de contrôle est celle prévue par l'article L. 227-10, alinéas 1 et 2 du code de commerce.

DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE OU DES ACTIONNAIRES
--

Article 17 – Décisions de l'actionnaire unique ou des actionnaires

17.1 Décisions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi à la collectivité des actionnaires lorsque la société comporte plusieurs actionnaires. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

L'actionnaire unique prend les décisions concernant les opérations suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination et révocation du président ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- dissolution de la société ;
- augmentation et réduction du capital ;
- fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- toutes autres modifications statutaires.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions de l'actionnaire unique sont constatées dans un registre côté et paraphé.

17.2 Décisions collectives des actionnaires

Si la société comporte plusieurs actionnaires, les seules décisions qui relèvent de la compétence des actionnaires sont celles pour lesquelles la loi et les présents statuts imposent une décision collective des actionnaires. Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du président.

Dans ce cas, les décisions collectives des actionnaires sont prises, sur consultation du président, par procès-verbal de décision, lequel mentionne la communication préalable de l'ensemble des informations et documents permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause.

Ab

Sous réserve des décisions requérant l'unanimité en application de l'article L. 227-19 du code de commerce ou des dispositions des présents statuts requérant une majorité spécifique, les décisions collectives sont adoptées à la majorité de plus de la moitié des actions.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

Article 18 – Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 19 – Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Il établit également les comptes annuels, et lorsque les conditions légales sont réunies pour que cette démarche soit obligatoire, un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi, ainsi que, le cas échéant, des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe.

L'actionnaire unique ou les actionnaires par voie de décision collective, approuvent les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes dans un délai de 6 mois à compter de la clôture de chaque exercice.

Lorsque l'associé unique, personne physique, est le président de la société, le dépôt au Registre du commerce et des sociétés, dans le même délai, de l'inventaire et des comptes annuels, dûment signés, vaut approbation des comptes.

Article 20 – Affectation et répartition des résultats

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, ainsi que tous amortissements provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de 5 % au moins pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.



La part attribuée aux actions sur ce bénéfice est déterminée par l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

L'actionnaire unique ou la décision collective des actionnaires peut également décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, il peut être décidé d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 21 - Dissolution - Liquidation

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul actionnaire personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Lorsque la société comporte plusieurs actionnaires ou un actionnaire unique personne physique, la dissolution entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 22 - Contestations

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Alain GIVANOVITCH

